

L'association du Commonwealth

Dans la pratique, depuis dix ans environ ou depuis la seconde guerre mondiale, il y a eu très peu de circonstances internationales où nous n'ayons pas été du côté de la Grande-Bretagne, centre du Commonwealth. Toutefois, si nous avons rarement différé d'avis, ce n'est pas que nous ayons accepté aveuglément les programmes de la Grande-Bretagne, c'est que, dans la grande majorité des questions internationales, nos intérêts étaient heureusement presque identiques. Lorsqu'ils ne le sont pas, nous le déplorons évidemment et nous faisons de notre mieux pour surmonter nos divergences sans délai et sans récriminations. Ce regret confinait à la détresse, l'automne dernier, quand à l'Assemblée des Nations Unies et à propos de la crise de Suez nous nous sommes parfois séparés du Royaume-Uni non pas tant sur les principes que sur les méthodes et les moyens. A cette occasion, le Commonwealth a été sérieusement ébranlé, on ne saurait le nier. On peut imaginer notre soulagement, soulagement correspondant à l'anxiété éprouvée, et qu'ont entièrement partagé les pays asiatiques du Commonwealth, surtout au moment le plus critique, lorsque les Français et les Britanniques ont décidé d'accepter le cessez-le-feu des Nations Unies. Ainsi l'association du Commonwealth demeure forte et étroite. On continuera d'y échanger sincèrement ses vues en toute amitié et sans cérémonie en vue d'un accord sur toutes les questions d'intérêt commun. Le Commonwealth continue de jouer son rôle constructif et inestimable dans un monde troublé, rôle qui lui vaut à juste titre la gratitude du monde entier.

M. Churchill: Quels sont les pays qui auraient quitté le Commonwealth si la France et l'Angleterre ne s'étaient pas conformés à la résolution des Nations Unies ?

M. Pearson: Des éléments de preuve, d'ailleurs très probants, que d'autres et moi avons obtenus, donnent à penser que si la lutte en Égypte entre les forces anglo-françaises et israéliennes et les forces égyptiennes avait continué, et si la résolution de l'Assemblée des Nations Unies au sujet de l'armistice avait été répudiée ou rejetée, les pressions exercées à l'égard de la séparation du Commonwealth chez certains de ses membres asiatiques auraient été si grandes qu'il aurait été fort difficile en vérité d'y résister. Nous en avons eu des indices de Nouvelle-Delhi et de Karachi.

M. Churchill: Cela n'a-t-il pas été nié par le Ceylan et par l'Inde ?

M. Pearson: Cela a été contesté, je crois, à Ceylan, même par le premier ministre. Monsieur l'Orateur, je donne mon avis en me fondant sur les renseignements que j'ai reçus des plus hautes autorités au sein du gouvernement de l'Inde. Je ne donne pas à entendre, — dans ma déclaration antérieure à ce sujet, je crois avoir bien précisé à la Chambre que je ne laissais pas à penser que ces pressions touchaient ce que nous appelons

parfois les vieux membres du Commonwealth, — mais elles touchaient bel et bien les nouveaux membres qui, comme je viens de le dire, constituent les quatre cinquièmes de la population du Commonwealth.

A mon sens, cette association du Commonwealth, que tous ses membres désirent conserver, doit s'efforcer, pour avoir une valeur permanente, de trouver entre ses membres des terrains d'entente qui soient les plus étendus possible. Il me semble également que les limites de ces terrains d'entente, même si elles ne sont pas trop souvent exprimées, peuvent être discernées assez clairement. Que nous en parlions ou non, il y a certains éléments fondamentaux qui unissent les gouvernements et les peuples du Commonwealth; liberté personnelle et nationale, démocratie parlementaire et suprématie de l'individu sur l'État. Il y a aussi dans l'action politique un certain fondement de moralité que les États membres du Commonwealth sont censés respecter, par consentement tacite et, d'autre part, ceux qui ne partagent pas notre foi dans le Commonwealth et nos manières d'agir peuvent facilement faire peu de cas de ce fondement. Par exemple, l'Union soviétique n'en a pas tenu compte et n'en tient pas compte personnellement en Hongrie, mais le luxe barbare de ce genre de conduite ne nous est pas accessible. De fait, il nous est tout à fait étranger et c'est une raison, peut-être la principale raison, pour laquelle nous pouvons et devons collaborer au sein du Commonwealth. Il nous importe plus que jamais, je crois, à ce moment-ci, de renforcer au sein du Commonwealth notre volonté de travailler ensemble à la défense de ses principes, car des événements très importants sont sur le point de se produire dans le Commonwealth, aussi importants peut-être que ceux qui ont eu lieu il y a dix ans lorsque l'Inde, le Pakistan et Ceylan en sont devenus membres.

On compare souvent, monsieur l'Orateur, le Commonwealth à un pont reliant l'Asie et l'Ouest; peut-être ne serait-il pas inopportun de ma part en ce moment d'exprimer mon propre sentiment de gratitude au sujet de ce que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Martin) a accompli, au cours de son récent voyage en Asie, pour raffermir ce pont. Si ce pont existe, il a été rendu possible par l'admission de l'Inde, du Pakistan et de Ceylan, résultant, à son tour, d'un acte d'abdication constructive du Royaume-Uni en Inde en 1947. Or cette évolution va incessamment se produire en Afrique. Le 6 mars prochain, nous accueillerons un nouveau membre dans le Commonwealth, l'État de Ghana, connu à présent sous le nom de Côte de l'Or, et qui sera le premier membre africain. Son progrès en tant que nation indépendante au sein du Commonwealth sera suivi avec grand intérêt dans toute l'Afrique et l'Asie, comme en Occident et dans l'Union soviétique.

Ghana sera probablement le premier de toute une série de nouveaux membres recrutés sur les continents d'Afrique et d'Asie.